



HAL
open science

DÉMOGRAPHIE ET ÉCONOMIE : LE GRAND DIVORCE

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. DÉMOGRAPHIE ET ÉCONOMIE : LE GRAND DIVORCE. Panoramiques., 2000, 47, pp.144-149. halshs-01146775

HAL Id: halshs-01146775

<https://shs.hal.science/halshs-01146775>

Submitted on 29 Apr 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des torts partagés

Démographie et économie : Le grand divorce ?

par Gérard-François Dumont

L'actualité soulève régulièrement des inquiétudes économiques dont l'effet de surprise tient à une méconnaissance de la démographie : on s'étonne soudainement du coût du financement des retraites, prévisible depuis longtemps ; on semble découvrir la baisse à venir de la population active ; on s'inquiète de la fermeture des écoles nuisant à la dynamique économique des secteurs ruraux ; on découvre la baisse des flux d'étudiants entrant dans l'enseignement supérieur, etc. Ces quelques exemples mettent en évidence que la science économique n'a pas su mettre l'accent sur les conséquences économiques des évolutions de populations.

Ils sont le résultat d'une fréquente erreur pédagogique et plus encore d'insuffisances scientifiques. L'erreur pédagogique se rencontre fréquemment en lisant la table des matières d'ouvrages économiques : soit la prise en compte de la population n'apparaît pas ; soit elle est présentée dans un chapitre à part, les autres omettant ensuite toute référence aux interactions entre population et économie. Quant aux insuffisances scientifiques, elles tiennent aux lacunes dans la prise en compte des stocks, dans l'analyse de la production, dans celle de la consommation, et plus généralement dans la considération du temps.

L'importance de la notion de stock

De façon générale, l'économie a de plus en plus tendance à s'intéresser aux variations plutôt qu'aux stocks. Une diminution de 1 % du nombre de chômeurs est considérée comme la meilleure nouvelle du monde, même lorsque le nombre de demandeurs d'emploi est très important. Un tel pourcentage est certainement bon pour le moral des politiques, mais il ne change guère les indices fondamentaux de l'économie. En revanche, on omet de considérer suffisamment les données démographiques bilantielles, indispensables pour comprendre certaines réalités économiques. Par exemple, le nombre d'habitants d'un territoire est essentiel pour une première approche de la taille de son marché économique. S'il est peu élevé, les entreprises existantes auront un chiffre d'affaires limité sur ce territoire, et donc des volumes restreints d'autofinancement peu susceptibles d'améliorer leur compétitivité ou de permettre une croissance (interne ou externe) dans d'autres marchés. Toujours dans le cas d'un marché à dimension limitée, nombre d'entreprises renonceront à y investir faute de pouvoir y atteindre une taille critique. Par exemple, différentes chaînes de distribution fixent un minimum démographique à toute éventuelle zone de chalandise. Un critère identique peut valoir pour des entreprises de production ne souhaitant pas que leur établissement représente une part trop importante de la population active du territoire considéré. Nombre de choix économiques ne dépendent donc pas des variations conjoncturelles, mais de la prise en compte du bilan démographique de l'espace concerné. Même avec la globalisation, la taille du marché premier reste d'une grande importance. S'il est démographiquement étroit, on ne peut répartir les risques. S'il est démographiquement large, les coûts peuvent être répartis et la potentialité de poids économique relatif des entreprises est meilleure.

Étonnamment, l'analyse macro-économique a tendance à omettre ce lien direct entre les « stocks » démographiques et la réalité économique. D'où l'oubli des effets de masse ou de leur contraire. C'est ainsi que, s'appuyant sur une publication de l'INSEE, le quotidien français de l'après-midi titrait sur sa première page : « L'Ile-de-France est

la région la plus riche d'Europe¹ », pensant sans doute livrer une nouvelle de première importance. En réalité, cette constatation qui n'était en rien nouvelle, est tout simplement l'effet du poids démographique relatif de la région capitale dans un ensemble européen où les hiérarchies urbaines sont généralement mieux équilibrées qu'en France. De même, on a pu se soucier du déficit migratoire considérable de la région Nord-Pas-de-Calais, soit plus de 20 000 personnes par an en moyenne de 1975 à 1990, à la suite de la fin des avantages que procurait le fait d'être une région anciennement industrialisée. Certains ont parlé d'« hémorragie démographique ». Certes, le poids démographique de cette région a diminué dans la France métropolitaine, mais il demeure important : le Nord-Pas-de-Calais est la quatrième région française par le poids de sa population et surtout la seconde par sa densité. D'où, en dépit des difficultés, des potentialités économiques importantes, d'ailleurs renforcées par sa place géographique à proximité d'autres marchés à poids démographique significatif.

A la décharge de la science économique, il faut rappeler que la situation, en France, n'est guère propice à la prise en compte des bilans démographiques. En effet, l'ordonnance de 1822 sur les recensements n'est plus respectée depuis la Seconde Guerre mondiale : les périodes intercensitaires ne font que s'allonger (neuf ans de 1990 à 1999 au lieu des cinq ans régulièrement observés de 1822 à 1939, sauf en période de guerre). Faute de statistiques de population fraîches, il n'est pas aisé d'intégrer leur prise en compte dans l'analyse économique. Mais en même temps, si les économistes intégraient davantage les données démographiques, la nécessité de mieux connaître les stocks démographiques encouragerait un meilleur travail de recueil de données.

Les ressources humaines et la production

Les lacunes dans la prise en compte des stocks se retrouvent dans l'analyse de la production et surtout de ses liens avec la population active. Cette critique pourrait paraître a priori injustifiée. En effet, la théorie

économique semble généralement utiliser ces liens.

Ainsi, les principaux modèles utilisés, dits de Cobb-Douglas, considèrent la fonction de production dépendante de deux facteurs, le capital et le travail. Mais ces deux facteurs font l'objet d'un traitement quasi identique : ils sont définis de façon globale pour l'économie et considérés comme parfaitement mobiles d'un secteur à l'autre, la formation continue étant censée surmonter parfaitement les difficultés de conversion. En fait, la mobilité du travail n'est pas égale à celle du capital. On ne devrait pas omettre les rigidités et les problèmes d'adaptation qui rendent difficiles les transferts de population active. Les modèles qui considèrent l'homme comme un matériau d'une grande souplesse proposent des raisonnements faisant fi des spécificités de la démographie. Ainsi, lorsque des théories concluent à la nécessité d'augmenter la population active pour satisfaire la production industrielle, toute évolution qui augmente comptablement le nombre des actifs est jugée exclusivement positive : travailleurs immigrés, même s'ils n'ont aucune connaissance de la langue du pays d'accueil ; immigrés venus de l'agriculture, même si cela se traduit par des déséquilibres démographiques territoriaux, générant notamment des coûts de congestion urbaine et de faible densité rurale.

Dans d'autres périodes, où les théories présentent l'excès de chômage comme un excès de population active, on raisonne de la même façon en partant de l'économie au lieu de considérer les besoins réels des populations : les jeunes qui retardent leur entrée dans la vie active en additionnant des années de scolarité sont considérés positivement, la multiplication des préretraites est moralement appréciée, car soi-disant « économiquement » justifiée, le recrutement massif dans les services publics (de fonctionnaires ou d'emplois-jeunes) est apprécié ; la réduction de la durée du travail est présentée comme une panacée (par les dirigeants politiques de droite comme de gauche). On ne songe nullement à inverser les mobilités antérieures pour exercer de nouveaux déploiements, par exemple en entreprenant une grande politique du monde rural susceptible de résoudre la question de l'excès de population active dans d'anciennes productions industrielles ;

alors que le montant des préretraites (25 milliards par an en France) offrait et offre une marge financière considérable pour qu'un renouveau rural remplace l'émigration rurale. En croyant combattre le chômage en poussant aux préretraites, on accroît les charges pesant sur les jeunes actifs. Ces derniers disposent donc de moyens encore plus réduits s'ils souhaitent accroître leur famille. Ils limitent donc leur descendance, et donc le nombre futur des actifs.

Se méfier de trois fléaux : la peste, le choléra et les cycles.

La science économique finit par ne plus voir qu'une partie des facteurs. Cela est bien mis en évidence dans le fameux modèle de croissance présenté par Solow, sous une première forme en 1956, qui, en introduisant une substitution continue entre capital et travail, propose une fonction de production dynamique. Solow a lui-même enrichi le modèle en ajoutant un autre facteur : le progrès technique. Le progrès technique est considéré sous deux formes : le progrès technique autonome, c'est-à-dire indépendant du capital et du travail, et le progrès technique incorporé au capital (*capital-augmenting*). L'existence d'un progrès technique incorporé au travail (*labour-augmenting*) n'est pas contestable, mais se trouve absente de la plupart des analyses théoriques. Or l'histoire des civilisations, comme l'a montré par exemple Alain Peyrefitte, prouve que l'essentiel des succès économiques tient à la culture, c'est-à-dire à des facteurs humains, dont certains aspects sont révélés par des indicateurs démographiques. Vilfredo Pareto, dès les années 1890, avait insisté sur la « mutuelle dépendance entre phénomènes économiques et démographiques ». Quelques économistes ont retenu la leçon. Ainsi Simon Kuznets ne trouve aucun exemple de déclin durable du produit par tête sur un territoire où s'est opérée une croissance généralisée de la population².

Esther Boserup montre l'importance de la pression démographique sur le niveau de ressources³. Autant d'analyses qui prouvent

qu'on ne peut comprendre le niveau de production économique sans prendre en compte les dynamiques démographiques, comme c'est trop souvent le cas en économie. Ainsi, comparant l'économie des États-Unis et celle de l'Europe au cours des années 90, nombre de commentateurs multiplient les considérations (parfois justes) sur des comparaisons portant sur les politiques budgétaires, monétaires, réglementaires, ou sur des effets positifs ou pervers d'un à deux points de croissance supplémentaires des États-Unis par rapport à l'Union européenne. Mais on ne lit guère d'analyses prenant en compte l'importance du différentiel démographique qui donne aux États-Unis une vitalité de sa population incomparablement supérieure à celle de l'Union européenne. La croissance supérieure du marché intérieur américain par rapport au marché européen peut pourtant expliquer – *ceteris paribus* – un différentiel dans la croissance économique.

Les prévisions de consommation

Les lacunes de l'analyse économique de la production se retrouvent également dans celle de la consommation, avec la prise en compte trop sommaire des données démographiques. L'année 1962 a offert un excellent exemple de la dérive de la macro-économie à considérer la demande globale sans recours à l'analyse démographique. Constatant que la population de la France métropolitaine augmentait de la venue des rapatriés, les spécialistes de la consommation ont alors appliqué une règle de trois conduisant à majorer la demande globale intérieure ; puis les prévisions par secteur ont suivi la même méthode. Si la prévision globale a été bonne, les résultats par secteur se sont révélés souvent fort différents. Il aurait fallu ne pas s'arrêter au seul chiffre d'augmentation de la population, mais considérer sa nature démographique, à savoir un excédent migratoire provenant essentiellement d'un pays méditerranéen, l'Algérie. L'augmentation de la demande globale ne s'est donc pas répercutée de façon équivalente sur tous les types de consommation ; au contraire, certaines d'entre elles, comme les lainages pendant

l'hiver 1962-63, ont enregistré un niveau exceptionnel.

Comme le regard démographique des prévisions économiques est opaque, les nouvelles prévisions ont considéré comme pérennes des comportements de consommation qui avaient été exceptionnels, la plupart des rapatriés étant arrivés avec une tenue vestimentaire d'été et peu de vêtements. Se fondant sur ces prévisions, nombre d'entreprises ont réalisé des investissements, et se sont retrouvées en surcapacité par rapport à un marché redevenu normal.

Aujourd'hui, la grande erreur de l'analyse économique est de ne pas prendre suffisamment en compte les modifications de la pyramide des âges. Une population qui a 30 % de moins de vingt ans (comme la France de 1950) n'a pas les mêmes consommations qu'une population qui en a 25,7 % (comme la France de 1999). La demande de premier équipement régresse et l'augmentation du nombre de personnes âgées exprime de nouveaux besoins. A l'heure où les structures par âge des populations prennent des formes inédites, l'analyse économique devrait, plus que jamais, faire appel à l'analyse démographique pour éclairer les réalités d'aujourd'hui et la réflexion prospective.

L'économie passoire

En définitive, les modifications de la production ou de la consommation sont davantage constatées qu'expliquées. La réflexion de trop d'économistes est un peu une passoire : elle retient certaines choses, mais laisse filer nombre de réalités. On reste par exemple stupéfait lorsque des études fixent des objectifs démographiques précis concernant le peuplement de tel ou tel territoire. En effet, un effectif de la population a en lui-même une signification très limitée ; il importe de connaître sa répartition par âge, sa géographie... et surtout sa dynamique.

Le divorce entre l'économie et le démographique tient au fait que ces deux disciplines s'inscrivent dans des périodes élémentaires d'analyse¹ fort différentes. L'économie a tendance à prendre à contre-pied la fameuse formule de Keynes : « A long terme, nous serons tous morts », pour

privilegier le court terme, le conjoncturel. Or, dans le court terme, une population, sauf phénomène migratoire massif, ne change guère. C'est d'ailleurs cette lenteur des changements démographiques qui les rend redoutables : à l'image du rouleau compresseur, la lenteur de leur avancée n'est pas spectaculaire, mais leurs effets sont inéluctables et sans possibilité de correction *ex post*. Les populations contemporaines à haut état sanitaire mettent pratiquement un siècle pour se renouveler complètement. Elles ne se modifient chaque année qu'à la marge (1 à 2 %). Analyser cette marge suppose de la replacer dans des processus généraux qui s'étalent sur des périodes pouvant durer, selon les cas, plusieurs décennies. Prendre en compte les effets économiques des évolutions démographiques, c'est donc être capable d'appréhender non seulement les vagues de surface, mais tous les courants qui en sont les moteurs. Ces courants résultent d'un système complexe que certains voudraient enfermer dans de simplistes théories de cycles. Alfred Sauvy écrivait qu'il fallait « se méfier de trois fléaux : la peste, le choléra et les cycles ». Il ajoutait : « Le cycle est un repos pour l'esprit extraordinaire. Dès que le mot est prononcé, l'esprit scientifique perd déjà ses qualités de rigueur, d'authenticité, tant il le satisfait. A la place du tourment, à la place de l'inquiétude, on se repose sur un cycle. » Or, contrairement au raisonnement hâtif de certains économistes, l'analyse démographique ne relève en aucun cas d'une approche cyclique qui n'a de sens que dans certaines sciences biologiques ou physiques. Il faut se dépouiller de toute envie de raisonnement en supposant une reproduction semblable de phénomènes démographiques à des intervalles réguliers.

Pour un remariage

Parmi ses différentes exigences, la science de la population livre tout particulièrement deux enseignements : le présent ne compte pas seul, et toute science sociale appelle l'apprentissage de la complexité pour démêler les facteurs explicatifs et leurs interrelations. Concernant le premier enseignement, la démographie sait par exemple que

l'évolution de la population active à un moment donné résulte d'évolutions démographiques fort antérieures. En France, la stabilité du rapport des personnes âgées sur le nombre de personnes d'âge actif, pour la période 2000-2005, tient aux faibles effectifs de naissances durant la Seconde Guerre mondiale. Son augmentation après 2005 proviendra aussi de l'affaiblissement du nombre des naissances des années 80.

Le divorce économie-démographie est donc aux torts partagés.

Concernant le second enseignement, la démographie sait que la compréhension des comportements de consommation d'une population nécessite de distinguer les effets d'âge et les effets de génération. Les premiers expliquent que les « plus de cinquante ans » soient consommateurs de verres optiques, avec la venue de l'âge de la presbytie. Il faut recourir aux seconds pour comprendre pourquoi les soixante-cinq ans de 1999 multiplient les voyages, alors que ceux de 1969 étaient beaucoup moins mobiles.

En définitive, le grand divorce entre la science économique et la science de la population n'est-il pas le fruit de la vanité propre à chacune de ces sciences ? La première consacre trop de recherches à affirmer des principes, à peaufiner des modèles omettant des caractéristiques démographiques. La seconde, sachant son poids mineur – en nombre de scientifiques – a sans doute toujours la crainte d'être absorbée ; elle privilégie en conséquence une tendance à s'enfermer dans une tour d'ivoire au lieu de chercher constamment à pratiquer l'interdisciplinarité. Tout particulièrement en France, la structuration institutionnelle de la démographie a conduit à un certain isolement, à un comportement de science fermée se livrant aux délites de querelles intestines. Pendant ce temps, la science économique dominante se laisse enfermer dans des discours idéologiques dont l'implosion soviétique a montré à la fois la suffisance et l'insuffisance. Le divorce économie-démographie est donc aux torts

partagés ; les deux sciences y ont beaucoup perdu. Il n'est pas trop tard pour comprendre la nécessité d'un remariage. Il faudra pour cela éduquer de nombreux enfants, tous ces étudiants à qui on a omis d'enseigner – plus ou moins consciemment – qu'il y a de multiples ponts féconds entre la science de la population et la science économique.

Gérard-François DUMONT

1. Le Monde, 14 août 1998.
2. Kuznets Simon, Croissance et structures économiques (1965), traduction française, Calmann-Lévy, Paris, 1972.
3. Boserup Ester, Les conditions de la croissance agricole (1965), traduction française, Flammarion, 1970.
4. Dumont Gérard-François, Démographie, Paris, Dunod.

Bibliographie

Dumont Gérard-François, *Démographie. Analyse des populations et démographie économique*, Dunod, 1992, 224 p.

Les migrations internationales. Les nouvelles logiques migratoires, SEDES, 1995, 224 p.

Le monde et les hommes. Les grandes évolutions démographiques, Litec, 1995, 196 p.

Thumerelle Pierre-Jean, *Les populations du monde*, Nathan, 1996, 484 p.